

Contre Attaque Fausse gauche

OLIVIER FAURE ET FABIEN ROUSSEL PRÉFÈRENT LES POLICIERS D'EXTRÊME DROITE AUX VICTIMES DU RACISME

– Des nouvelles de la gauche qui mérite des droites –

Le mot «Résistance !» scandé par une foule immense devant l'hôtel de ville de Saint-Denis. C'est l'image puissante du week-end qui vient de s'écouler. Le samedi 4 avril, une mobilisation a réuni des dizaines de milliers de personnes pour soutenir le nouveau maire insoumis Bally Bagayoko, victime de campagnes racistes aussi incessantes qu'ignobles depuis trois semaines. Ce rassemblement, organisé en quelques jours seulement après de nouvelles salves de propos négrophobes sur Cnews, aura fait le plein et montré qu'un front antiraciste large est encore capable de se lever dans ce pays.

Le quotidien Le Monde titrait sur «l'espoir d'un retour de la lutte antiraciste dans le débat public» et évoquait l'hétérogénéité des organisations participantes, «du MRAP à SOS Racisme en passant par la Ligue des droits de l'homme, de nombreuses associations ont annoncé, dans une unité retrouvée». Mais cet «espoir» s'arrête aux portes du PS et du PCF. Le journal expliquait que «le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure, et le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, ne feront pas le déplacement». Ces deux élus ont donc décidé de boycotter un rassemblement antiraciste aussi important. C'est un message très fort : abandonner un élu de gauche, noir, victimes d'attaques inédites depuis des années, sinon des décennies d'abord. Ne pas se joindre à une mobilisation large contre le racisme, alors que l'extrême droite n'a jamais été aussi forte ensuite.

Ce message ne surprend personne, mais il apparaît en toute clarté. Qui pourra encore dire, à présent, que le PS et le PCF ne participent pas à la fascisation ?

Pour rappel, le 19 mai 2021, Fabien Roussel et Olivier Faure soutenaient sans réserve une autre manifestation. Celle de policiers d'extrême droite. Ce jour là, en plein démarrage de la campagne présidentielle de 2022, le syndicat policier Alliance organise une manifestation devant l'Assemblée Nationale contre le «mal-être» de la profession. Pour la première fois sous la Cinquième République, un ministre de l'Intérieur annonce qu'il

participera à une mobilisation des forces de l'ordre. Rien d'étonnant puisque Gérald Darmanin vient lui-même des rangs de l'extrême-droite. Le chef du syndicat Alliance hurle ce jour là sur son estrade que «le problème de la police, c'est la justice !» La présence des dirigeants du PS, du PCF et des écologistes avec Le Pen et Darmanin est alors un coup de tonnerre. L'Union Sacrée pour le pire : la gauche aux côtés de l'extrême-droite, dans une démonstration de force autoritaire face au Parlement. Pendant le rassemblement, le leader du Parti Socialiste Olivier Faure franchit de nouvelles limites, en déclarant que «la police doit avoir un droit de regard sur la justice», ainsi que sur les peines. Autrement dit, mettre fin à la séparation des pouvoirs, fondement des principes démocratiques depuis plus de deux siècles. Une prise de position qui situe le PS plus à droite que les positions d'un Jean-Marie Le Pen du début des années 2000. Carole Delga, autre cheffe du PS, écrit dans une tribune aux policiers : «Je suis des vôtres» et appelait à «rétablir [...] l'autorité de l'État». Roussel, quant à lui, assène : «Ma gauche à moi, elle ne sera pas laxiste !» et reprend la rhétorique répressive du gouvernement.

Ce jour là, aux côtés des socialistes et des communistes, on trouvait entre autres élus d'extrême droite Jordan Bardella, le député RN Sébastien Chenu, son collègue Thierry Mariani, mais aussi Robert Ménard, Philippe de Villiers, Jean Messiha et Éric Zemmour. L'arc néofasciste était donc au complet, et les masques étaient déjà tombés.

Il ne s'agit pas d'une erreur de parcours, car Faure et Roussel sont des hommes constants. Ils ne font pas que boycotter l'antiracisme et acclamer les policiers les plus violents. Ils étaient aussi de ceux qui affichaient leur «soutien inconditionnel» à Israël en octobre 2023, pendant que la France Insoumise et les mouvements anticolonialistes étaient criminalisés. Ils faisaient une minute de silence pour Quentin Deranque il y a quelques semaines, et n'avaient pas de mots assez forts pour «rendre hommage» au néo-nazi, alors mêmes qu'ils n'ont pas d'empathie pour les victimes du racisme et de la répression. Ils n'ont évidemment jamais soutenu les antifascistes réprimés.

Sur tous les débats cruciaux qui traversent notre époque, du militarisme aux violences policières, de la Palestine à l'antiracisme, Faure et Roussel sont alignés sur des positions qui auraient été classées à l'extrême droite il y a encore 20 ans.